

RAPPORT DE GESTION 2023

Table des matières

1- AUTORISATIONS BUDGETAIRES LIMITATIVES	2
1.1- Tableau des autorisations d'emploi (Tableau 1)	2
1.2 Tableau des autorisations budgétaires (Tableau 2)	3
1.2.1- Les dépenses de personnel	4
1.2.2 – Les dépenses de fonctionnement	6
1.2.3 – Les dépenses d'investissement.....	7
1.2.4 – Les recettes	7
1.3 -Tableau des dépenses par origine et destination (Tableau 3)	8
1.4-Tableau des recettes par origine (Tableau 3bis).....	10
2 – EQUILIBRE FINANCIER.....	12
2.1 -Tableau d'équilibre financier (Tableau 4).....	12
2.2 - Tableau des opérations pour compte de tiers (Tableau 5).....	12
3 – ANALYSE DE LA SOUTENABILITE.....	12
3.1 – Tableau de situation patrimoniale	12
3.2 – Tableau de trésorerie	13
3.3 - Tableau des recettes fléchées (tableau 8).....	13
3.4 – Tableaux des opérations pluriannuelles	14
CONCLUSION	14

Le rapport de gestion est établi par l'ordonnateur. Il a pour objet de commenter et d'analyser l'exécution budgétaire au regard de la prévision, l'équilibre financier qui en résulte et la soutenabilité de l'exécution.

1- AUTORISATIONS BUDGETAIRES LIMITATIVES

1.1- Tableau des autorisations d'emploi (Tableau 1)

Les emplois exprimés en **équivalents temps plein** (ETP) prennent en compte la quotité travaillée des agents. Les emplois exprimés en **équivalents temps plein travaillés** (ETPT) prennent en compte la quotité travaillée des agents et leur période d'activité sur l'année.

Tableau 1

Tableau des emplois en ETPT présenté par l'établissement

			Emplois sous plafond Etat			Emplois financés sur ressources propres			Global		
			Compte financier 2022	BR voté 2023	Compte financier 2023	Compte financier 2022	BR voté 2023	Compte financier 2023	Compte financier 2022	BR voté 2023	Compte financier 2023
Catégories d'emplois	Nature des emplois		En ETPT			En ETPT			En ETPT		
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	105,3	104,1	103,6				105,3	104,1	103,6
		CDI	29,7	30,7	28,7	14,3	15,0	15,8	44,0	45,7	44,4
	Non permanents	CDD	24,3	29,7	29,9	58,5	54,9	50,6	82,8	84,6	80,5
S/total EC			159,2	164,5	162,2	72,8	69,9	66,3	232,0	234,4	228,5
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS			0,00	0,00	0,00				0,00	0,00	0,00
BIATOSS	Permanents	Titulaires	96,7	98,4	96,1				96,7	98,4	96,1
		CDI	12,3	16,8	15,1	41,5	52,1	49,5	53,8	68,9	64,6
	Non permanents	CDD	13,6	10,9	10,0	93,0	86,7	84,1	106,6	97,6	94,1
S/total Biatoss			122,6	126,1	121,2	134,5	138,8	133,6	257,1	264,9	254,8
Totaux			281,8	290,6	283,4	207,3	208,7	199,9	489,1	499,3	483,3
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			310	310	310						

Ce tableau fait état d'une moyenne annuelle des ETPT (*source Oremis 01*) des effectifs et d'une analyse par typologie de personnel.

En rétrospective, l'année 2019 affichait un total exécuté de 449,3 ETPT. Chaque année suivante constatait une hausse des effectifs, notamment en conséquence du développement des projets financés hors recherche et du besoin de structurer l'effectif, pour atteindre un exécuté de 489,1 ETPT en 2022.

L'année 2023, qui affiche pour la première fois depuis plusieurs années, une baisse de -5,8 ETPT par rapport à l'année 2022, envoie le signe d'une entrée dans une ère de politique de

mesures RH décisives pour maintenir l'équilibre financier et ainsi faire face aux mesures collectives et aux évolutions indiciaires (GVT).

Le fort écart entre l'exécuté réel 2023 (483,3 ETPT) et le montant provisionné au BR (499,3 ETPT) démontre également la difficulté à pourvoir les postes vacants qu'ils soient pour un projet financé demandant une spécificité particulière, ou pour un salaire proposé en deçà du marché combiné à une typologie de contrat à durée limitée.

Entre l'exécution 2022 et celle de 2023, on note une variation globale de l'établissement de -5,8 ETPT répartie entre -3,5 ETPT d'enseignants et -2,3 ETPT de personnels BIATSS.

Les agents fonctionnaires constatent une baisse de -1,7 ETPT pour les enseignants -chercheurs et -0,6 ETPT pour les personnels BIATSS, à la suite de départs de l'établissement par voie de détachement, mise à disposition externe ou retraite.

Au niveau de la population des personnels BIATSS, on note une forte évolution du nombre d'ETPT en statut de CDI (+10,8) quasi parallèle à une baisse d'ETPT en statut CDD (-12,6) qui ne traduit pas le passage automatique de tous les agents CDD en CDI.

Certes, elle comporte, en partie, quelques passages de statut d'agents contractuels historiques peu mobiles vers le CDI, mais aussi le recrutement de 3 RAF directement en CDI dans le cadre du financement obtenu le DSG pour la structuration et pilotage de l'établissement.

L'établissement rencontre, de plus en plus, la situation de postes non pourvus par manque de candidats conjuguée parfois à celle de départs d'agents recrutés en CDD pour un marché du travail plus compétitif ailleurs (durée et salaire).

Un poste de doctorant supplémentaire a été octroyé en 2022 pour atteindre un plafond d'emplois de 310 postes du plafond Etat, qui est consommé à hauteur de 283,4 ETPT.

INDICATEUR

Part des contractuels	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	54,0%	53,4%	54,7%	57,7%	58,7%	58,4%

Le taux d'agents contractuels reste élevé dans l'établissement du fait des projets financés structurels ou pédagogiques hors recherche, et à la contrainte budgétaire forte (CDD).

[1.2 Tableau des autorisations budgétaires \(Tableau 2\)](#)

Le montant total des dépenses pour 2023 représente 44 272k€ en autorisations d'engagements (AE) et 45 492k€ en crédits de paiements (CP). Les recettes totales représentent 41 550k€.

Le solde budgétaire 2023 est déficitaire pour un montant de 3 942k€. Ce solde représente la différence entre les recettes budgétaires encaissées et les dépenses budgétaires décaissées (Crédits de paiement). Le budget rectificatif voté en octobre 2023 prévoyait un solde budgétaire déficitaire de 2 398k€.

Le taux d'exécution global du budget est de 93% pour les AE et 95% pour les CP par rapport à la dernière prévision budgétaire soit le budget rectificatif, en progression par rapport à l'exercice 2022 dont les taux d'exécution global étaient de 92% en AE et 92% en CP. L'amélioration de ces taux de réalisation en 2023 est principalement due à une meilleure exécution des crédits d'investissement. En revanche, pour ce qui est des dépenses de masse salariale et de fonctionnement, les taux restent similaires à ceux constatés en 2022.

1.2.1- Les dépenses de personnel

La dépense globale de personnel en 2023 est de 33 794k€ correspondant à 33 777k€ de masse salariale et 16,3k€ de dépenses de personnel gérés indépendamment en entité budgétaire, pour une recette de crédits de masse salariale de 26 650k€ octroyée via la subvention pour charge de service public.

Plafond	Statut / Population			Exécuté 2022	BI 2023	BR 2023	Exécuté 2023	Taux exécution
Emplois sous plafond 1 (1)	Titulaires	EC et Ens.	12 061 190 €	12 126 225 €	12 339 797 €	12 259 064 €	99%	
		BIATSS	6 145 114 €	6 710 016 €	6 592 591 €	6 461 328 €	98%	
		dont cours complémentaires (notamment ceux financés sur ressources propres) en BPLIT	415 799 €	413 421 €	669 696 €	587 102 €	88%	
	Sous-total titulaires			18 206 304 €	18 836 241 €	18 932 388 €	18 720 392 €	99%
	Non titulaires	EC et Ens.	3 400 905 €	4 046 635 €	4 014 384 €	3 652 878 €	91%	
		dont ATER et doctorants contractuels	543 011 €	583 686 €	699 787 €	743 720 €	106%	
		BIATSS et autres non titulaires	1 547 287 €	1 176 884 €	1 370 919 €	1 432 538 €	104%	
		dont CDI	3 232 105 €	3 272 123 €	3 631 581 €	3 302 877 €	91%	
	Sous-total non titulaires			4 948 192 €	5 223 519 €	5 385 303 €	5 085 415 €	94%
Total titulaires et non titulaires (plafond 1)			23 154 496 €	24 059 760 €	24 317 691 €	23 805 807 €	98%	
Emplois sous plafond 2 (1bis)	Non titulaires (dont Rech)	EC et Ens.	2 988 501 €	3 932 063 €	3 769 799 €	2 913 530 €	77%	
		dont CDI	951 675 €	793 371 €	917 264 €	1 055 337 €	115%	
		BIATSS et autres non titulaires	5 673 032 €	5 639 824 €	5 391 297 €	6 149 330 €	114%	
		dont CDI	2 103 410 €	2 326 668 €	2 476 855 €	2 490 472 €	101%	
	Total non titulaires (plafond 2)			8 661 533 €	9 571 887 €	9 161 096 €	9 062 860 €	99%
TOTAL GENERAL (emplois rémunérés par l'opérateur)	Titulaires	EC et Ens.	12 061 190 €	12 126 225 €	12 339 797 €	12 259 064 €	99%	
		BIATSS	6 145 114 €	6 710 016 €	6 592 591 €	6 461 328 €	98%	
	Sous-total Titulaires			18 206 304 €	18 836 241 €	18 932 388 €	18 720 392 €	99%
	Non titulaires (plafonds 1 et 2)	EC et Ens.	6 389 406 €	7 978 698 €	7 784 183 €	6 566 408 €	84%	
		BIATSS et autres non titulaires	7 220 318 €	6 816 708 €	6 762 216 €	7 581 868 €	112%	
	Sous-total Non Titulaires			13 609 725 €	14 795 406 €	14 546 399 €	14 148 276 €	97%
TOTAL GENERAL			31 816 029 €	33 631 647 €	33 478 787 €	32 868 667 €	98%	
Autres dépenses non ventilables par catégories d'emplois (vacations enseignement et Vacations étudiants)			948 241 €	885 873 €	921 509 €	909 164 €	99%	
Total des dépenses de personnel traitées en paye			32 764 270 €	34 517 520 €	34 400 295 €	33 777 831 €	98%	
Autres dépenses de personnel non traitées en paye (ex : action sociale, visites médicales, etc)			8 745 €	42 000 €	42 000 €	16 351 €	39%	
Total des dépenses de personnel			32 773 015 €	34 559 520 €	34 442 295 €	33 794 182 €	98%	
dont dépenses de personnels sur contrats de recherche			2 794 392 €	2 999 141 €	2 736 061 €	2 746 993 €	100%	

L'analyse rétrospective de l'exercice 2023 fait état d'une exécution de 98 % avec un montant de 33 777k€ en dépenses de personnel, constatant une hausse de +1, 013M€ (+3 %) par rapport à 2022. Elle se répartit, à part égale, entre la masse salariale des personnels titulaires (+514k€) et celle des personnels contractuels (+538k€). Le delta provient de la sous-consommation estimée des dépenses non ventilables représentées par les vacances d'enseignement et vacances étudiantes (-39k€).

Comme indiqué au moment du budget rectificatif, malgré les mesures collectives nationales qui impactent fortement l'équilibre budgétaire de l'établissement, la hausse de la masse salariale a été contenue par une politique RH de vacances de postes programmées en recrutement et de non-remplacement de personnels sortants.

Les effets de la hausse de 1 013k€ de la masse salariale sont déclinés en grand items :

- Sur la période observée, le GVT (Glissement Vieillesse Technicité) dont la rémunération brute est adossée à une grille indicée, est constaté pour un volume de 167k€, qui reste non compensée par la tutelle. Ce montant reste relatif suite à des départs de fonctionnaires et des mises à jour d'indice encore à faire sur 2024 (passif sociaux).
- Les mesures Guerini, fruit du rendez-vous salarial du 12 juin dernier, ont mené à la réévaluation nationale du point d'indice à l'ensemble des personnels indicés (*fonctionnaires & contractuels*) à compter du 1^{er} juillet 2023 pour un coût chargé de 189k€. Elles ont aussi remodelé les indices des bas de grille des catégories C et B qui ont coûté 24k€ à l'établissement pour l'ensemble de ces personnels indicés titulaires et contractuels tous plafonds confondus. Ces deux mesures ont été compensées à hauteur de 75% pour les personnels émergeant sur les crédits de masse salariale du plafond Etat à hauteur de 136k€, pour le deuxième semestre 2023.
- Dans le même sujet de mesures nationales, la revalorisation du point d'indice au 01/07/2022 a eu son impact en année pleine, sur 2023, pour un volume de 410k€.
- L'établissement a aussi supporté, sans compensation, le versement aux agents ayant une rémunération brute inférieure à 3 250€, d'une prime de pouvoir d'achat pour un coût de 195k€, et il a assumé la reconduction de la GIPA qui, conjuguée à une inflation haute et une augmentation du nombre de bénéficiaires, a généré un surcoût de 24k€ par rapport à 2022.
- La campagne emploi de 2022 a impacté l'année 2023 avec une extension en année pleine pour un montant de 211k€. Elle a été pleinement absorbée par une non-exécution des recrutements pour remplacement de départs d'agents courant 2023 pour -172k€.

Des éléments de gestion courante viennent compléter l'explication de la hausse de la masse salariale par rapport à 2022, comme la revalorisation linéaire issue de l'application de la LPR sur 7 ans (*part C1 du RIPEC ou des contrats doctoraux compensée par la SCSP*), ou comme l'accès en mode décalé due à l'instruction de dossier à la part C2 et C3 du RIPEC. On note une légère baisse des vacances d'enseignement par les vacataires externes.

Dettes sociales

L'UTT intègre, dans ses dépenses de masse salariales, des charges de personnel qui n'ont pas donné lieu à décaissement en 2023. Ces éléments appelés « passifs sociaux » s'élèvent à 1,425m€ (soit une

hausse de +94k€ par rapport à 2022), dont 497k€ en provision et 927k€ de charges en risque à payer en 2024 :

- 447k€ de congés payés non pris
- 248k€ correspondant au prorata des heures complémentaires réalisées sur l'année universitaire 2023-2024
- 81k€ de vacations d'enseignement
- 14k€ de restant de prime d'enseignement supérieur, en paiement mode paiement décalé
- 136k€ correspondant à des éléments de décalage de paie de l'année 2023 (rappels de de changements d'échelon, prime, indemnités, rémunérations accessoires, etc...)

1.2.2 – Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement à la fois en AE comme en CP, présentent des taux d'exécution limités, respectivement à 81% et 84%. Il existe, en effet, un important écart de 1 994k€ en AE et 1 665k€ en CP entre la prévision du BR 2023 et l'exécution de l'exercice 2023. Ces écarts entre les prévisions et réalisations ont des origines diverses liées notamment aux activités suivantes :

- Une sous-consommation de 104k€ en AE concerne la formation et la pédagogie (DFP), principalement sur les crédits affectés à la vie étudiante, dont les crédits CVEC pour 65k€. Ces derniers prévus en dépenses de fonctionnement ont été consommés en masse salariale (santé étudiante). Sur ce poste, l'ensemble de crédits de paiement prévus ont été consommés.
- Une sous-consommation de 163k€ en AE et 189k€ en CP concerne les crédits consacrés à la formation continue. 43k€ en AE et 38k€ en CP font suite à un décalage en 2024 des dépenses du projet PCM (Pass Compétence Mobilité) et 120k€ en AE, 153k€ en CP concernent les actions de formation continue. L'écart entre les AE et les CP est consécutif à des engagements passés en fin d'année non encore facturés au 31/12/23.
- L'apprentissage enregistre également une sous-exécution forte des crédits à hauteur de 359k€ en AE (pour une prévision de 934k€) et de 468k€ en CP (pour une prévision de 1 284k€).
- Les crédits affectés à EUT+ sont concernés dans le même temps pour 105k€ en AE et 139k€ en CP.
- Les activités de recherche enregistrent elles aussi une sous-consommation de 295k€ en AE et 326k€ en CP.
- Le secteur des relations internationales enregistre une exécution inférieure à la prévision de 159k€ en AE et 174k€ en CP. Une partie de cette sous-consommation concerne les projets (tels qu'IMPACT, ASICIAO et Institut Saint Jean) pour 73k€ en AE et 82k€ en CP. Les autres prévisions de crédits non réalisées concernent les mobilités de Staff et mobilités Etudiantes.
- Enfin, les services généraux font état d'une sous-exécution, à hauteur de 336k€ en AE et 462k€ en CP en raison de marchés prévus en 2023 et décalés en 2024 (également le cas pour le SCD à hauteur de 79k€ en AE).

Ainsi, d'une manière globale, les taux d'exécution des dépenses de fonctionnement sur l'exercice 2023 restent bien en deçà de 90%. Ils nécessitent donc une attention particulière et un pilotage plus fin, notamment en favorisant la montée en compétence des personnels dévolus, notamment les Référents Administratifs et Financiers (RAF), une meilleure coordination des services et en renforçant les outils nécessaires au pilotage des activités (points budgétaires mensuels en bureau Codir par exemple), le tout afin d'optimiser les dépenses et les ressources.

Depuis 2015, l'UTT a beaucoup investi dans le développement de ses ressources propres (Formation continue, apprentissage, contrats industriels) pour faire face à la sous dotation structurelle et historique qui caractérise son budget. L'établissement s'est ainsi concentré sur le développement et de la pérennisation des activités. La dimension pilotage de l'activité, jusque-là plus en retrait nécessite d'être renforcée pour accompagner de manière plus forte l'UTT dans son développement stratégique. Une démarche a ainsi été initiée en 2022, avec plusieurs recrutements : contrôleur de gestion, ingénieur qualité et responsable administratif et financier.

1.2.3 – Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement 2023 s'élèvent à 1 953k€ en AE et 2 724k€ en CP. Ces valeurs sont inférieures aux prévisions faites au BR 2023 pour un montant de 457k€ en AE et 283k€ en CP. Les taux d'exécution constatés sont en nette progression par rapport à 2022. Ces taux sont de 81% en AE et 91% en CP.

Les principaux écarts entre les dépenses d'investissement prévues et celles réalisées sont les suivantes :

- Une non-consommation de 252k€ en AE et 167k€ en CP pour les dépenses d'investissement de la DFP dont 100k€ en AE et 90k€ en CP sur projets pédagogiques, 100k en AE et 106k€ en CP pour la mise en place du SIEP (système d'information enseignement et pédagogie), et 55k€ en AE et 33k€ en CP relatif aux investissements courants.
- Les dépenses d'investissement de la recherche en 2023 ont permis de finaliser les acquisitions en lien avec les projets du précédent CPER. L'ensemble des CP inscrits au budget ont été consommés, seuls 199k€ d'AE prévus pour le nouveau CPER n'ont pu être consommés faute de notification de l'ensemble des financements.

1.2.4 – Les recettes

Pour 2023, les recettes s'élèvent à 41 550k€ et affichent un taux de réalisation de 91%. Il est constaté un infléchissement important des autres financements publics globalisés avec une non-réalisation des recettes à hauteur de 2 735k€ et un taux d'exécution très limité des recettes propres dont la prévision du BR ne s'est réalisée qu'à 81% (-1 743k€).

Concernant les recettes provenant des autres financements publics globalisés, la prévision du budget 2023 ne s'est réalisée qu'à hauteur de 60%. Sur cette nature de recettes, l'encaissement est de 4 080k€ pour une prévision au budget rectificatif de 6 815k€, l'écart de réalisation qui s'élève à correspond aux éléments suivants :

- 400k€ de subvention du GIP52, habituellement inscrite et encaissée. La précédente convention s'est achevée en juillet 2022, la nouvelle convention, dont le début était envisagé au 1^{er} juillet 2023 pour une durée de 4 ans, est encore en cours de signature. La recette envisagée n'a donc pu être encaissée.
- 150k€ avaient été prévu pour une subvention de la Région Grand Est, un courrier favorable de la région avait pu étayer notre prévision. Néanmoins, un envoi tardif du dossier de subvention n'a pas permis de réaliser cette subvention en 2023. Le dossier a été décalé en 2024.

- Des restes à réaliser ont été inscrits pour un montant de 1 631k€ au titre des financements publics non fléchés. Ces restes à réaliser ont donné lieu à l'émission de titres pour un montant de 1 509k€.

La prévision de recettes propres était évaluée à 9 400k€ au BR 2023, les encaissements se portent à 7 658k€ soit un écart de 1 742k€, les principaux facteurs de ce sous encaissement sont les suivants :

- La Formation continue enregistre une baisse des recettes à hauteur de 120k€
- La formation par apprentissage représente dans l'écart constaté un montant de 503k€
- Les droits d'inscription n'ont pas atteint le niveau escompté : ils s'affichent à 1 274k€ pour une prévision de 1 431k€ soit un écart de 157k€
- Il est constaté -115k€ pour les recettes des relations internationales (en lien avec la baisse des dépenses évoquées supra)
- Des restes à réaliser prévus au budget pour un montant 885k€ - dont 282k€ concernant la valorisation, 74k€ pour les droits d'inscriptions et 494k€ pour la formation continue

Les recettes fléchées qui concernent le CPER, EUT+, le projet Impact présentent un taux de réalisation satisfaisant à 94%.

1.3 -Tableau des dépenses par origine et destination (Tableau 3)

Ce tableau détaille les montants en AE et CP réalisés par destination et par nature. Le présent rapport détaillera principalement les destinations dont les dépenses présentent des écarts significatifs avec les prévisions du BR2023, en analyse comparée avec l'exercice 2022.

D102 - Formation initiale et continue de niveau Master

Cette destination regroupe tous les services d'appui à la Direction à la Formation et à la Pédagogie, les formations d'ingénieur et master, les diplômes d'Université (DU), les formations en apprentissage et les formations développées dans le cadre du plan stratégique au niveau Master ou plus. Sont également regroupées sous cette destination les dépenses du Bureau d'Aide à l'insertion Professionnelle, de la Valorisation des contrats industriels et les dépenses des relations internationales.

Depuis plusieurs années, l'UTT a développé une offre diversifiée en matière de formation continue avec des diplômes universitaires et Master Spécialisés et une volonté de renforcer l'apprentissage tant en Formation Initiale qu'en Formation Continue.

Sur cette destination, les dépenses de fonctionnement sont en baisse par rapport à l'exécuté 2022, -1 931k€ en AE et -1 093k€ en CP. Cette situation est directement liée à l'apprentissage et la sortie de Yschools qui a considérablement réduit les dépenses comme les recettes d'apprentissage.

Les dépenses constatées en 2023 pour cette destination sont les suivantes :

- Pour la DFP, les dépenses 2023 liées à l'activité d'enseignement sont de 988k€ en AE et 1 167k€ en CP. Outre les dépenses des différentes formations initiales, cela inclut les frais liés au

partenariat UTSEUS pour 118k€ en AE comme en CP, les projets pédagogiques pour 198k€ en AE et 204k€ en CP et le programme de solidarité pour 54k€ en AE et 58k€ en CP.

- La DRE (Direction des relations entreprises) représente, en 2023, 925k€ en AE et 1 150k€ en CP. L'apprentissage prend une large part financière au sein de cette direction et représente 576k€ en AE et 817k€ en CP. L'activité de Formation continue représente 311k€ en AE et 251k€ en CP.
- Les relations internationales ont consommé 70k€ en AE et 67k€ en CP, dont 41k€ en AE et CP consacrés à la mise en œuvre des projets vers l'Afrique (hors projet fléchés).

Les dépenses d'investissement de cette destination se sont traduites par 243k€ en AE et 286k€ en CP, Ces montants restent similaires à ceux constatés en 2022. Néanmoins les prévisions de dépenses du BR 2023 étaient plus élevées (359k€ en AE et 304k€ en CP). La majeure partie des dépenses d'investissement sont consacrées à l'acquisition de matériel pédagogique.

D107 - Recherche universitaire en mathématique, sciences et techniques de l'information, de la communication, micro et nanotechnologies

Sur cette destination, les dépenses de fonctionnement se portent à 1 768k€ en AE et 1 744k€ en CP. Il est constaté un écart limité entre les prévisions et les réalisations : -153k€ en AE et -182k€ en CP pour les dépenses de fonctionnement. Les consommations constatées en 2023 sont conformes à celles habituellement constatées, avec cependant une légère augmentation.

En dépenses d'investissement, les réalisations s'élèvent à 911k€ en AE et 1 192k€ en CP, ces consommations sont globalement en conformité avec les prévisions. On constate une sous-consommation de 155k€ en AE et surconsommation de 137k€ en CP.

D114 – Immobilier

Cette destination retrace les dépenses de la Direction du Numérique (DNUM) et du Patrimoine. Ces deux postes de dépenses revêtent une grande importance et un fort impact sur le budget de l'UTT.

La consommation de l'UTT pour l'année 2023 sur cette destination s'élève à 2 303k€ en AE et 2 470k€ en CP de fonctionnement, 427k€ en AE et 407k€ en CP d'investissement. Les dépenses de fonctionnement ont fortement progressé par rapport à l'exercice 2022 en raison de l'augmentation des fluides et de l'inflation qui frappe le secteur informatique. L'UTT s'est par ailleurs engagé dans une transformation numérique, qui porte notamment sur le système d'information, la sécurité des données, l'infrastructure et les équipements.

Les prévisions de dépense de fonctionnement pour la DNUM s'élevaient à 523k€ d'AE et 569k€ en CP. Les réalisations ont excédé ces prévisions puisque le niveau des AE de l'exercice 2023 est de 653k€ en AE et 588k€ en CP. Cette surconsommation est liée à l'inflation qui frappe ce secteur d'activité (augmentation du coût des licences, ...) et au fait que la prévision budgétaire demeure dépendante des délais de livraison plus ou moins long selon les périodes.

En investissement, la DNUM a consommé sur l'exercice 2023, 174k€ en AE et 229k€ en CP. La prévision du BR 2023 était sous-estimée de 138k€ en AE et 158k€ en CP pour ce poste de dépense.

La destination D114 regroupe également les dépenses de patrimoine, parmi lesquelles les fluides qui font l'objet d'une attention particulière. Le montant des dépenses de fluide a été réévalué lors du BR2023 pour atteindre 1 762k€ en AE et 2 065k€ en CP. La qualité de la prévision était notamment amoindrie par des difficultés pour obtenir les factures de la part du fournisseur de chauffage. Les montants réellement consommés sont inférieurs à la prévision et se portent à 1 650k€ en AE et 1 881k€ en CP soit un écart de 112k€ en AE et 187k€ en CP.

Les prévisions de dépenses d'investissement du patrimoine sont de 255k€ en AE et 351k€ en CP. Les consommations de l'exercice s'élèvent à 253k€ en AE et 179k€ en CP.

D115 - Pilotage et animation du programme de l'établissement

Au sein de cette destination, sont regroupés l'ensemble des coûts structurels et des projets structurants de l'UTT notamment, les projets internationaux fléchés (EUT+ et IMPACT). Il s'agit également des dépenses de communication, du SIEP, du projet PACSTER, du groupe UT, de la présidence, du forum entreprises, du projet EvolUTtion, VEPI et RI.

S'agissant des dépenses de fonctionnement, le montant des prévisions budgétaires s'élève à 3 089k€ en AE et 2 395k€ en CP. La réalisation des AE est réduite par rapport aux prévisions du BR2023 en AE (-664k€), en revanche le niveau des CP prévu est dépassé de 66k€. Les natures de dépenses étant très variées sur cette destination, il est difficile d'établir précisément les raisons de cette sous-consommation, néanmoins, certains postes de dépenses ont enregistré une prévision d'AE trop importante :

- Dans le cadre du projet EUT+, une prévision de 558k€ a été inscrite au BR2023, la consommation d'AE n'a été que de 454k€. Il ne s'agit pas en l'espèce d'une sous-consommation, mais d'un transfert d'une nature à une autre, des crédits ayant été reportés en masse salariale.
- Le poste de dépense « services généraux » comportait une prévision d'AE nécessaires à la signature d'un nouveau marché de reprographie. La formalisation de ce marché a dû être décalée en 2024 par suite de deux appels d'offre infructueux. Cette non-consommation s'élève à 580k€.

Les dépenses d'investissement réalisées sur cette destination sont en deçà de la prévision :

- Prévision BR2023 de 589k€ en AE et 1 070k€ en CP
- Réalisation de 479k€ en AE et 881k€ en CP

Les écarts de 110k€ en AE et 189k€ en CP s'expliquent principalement par une sous-consommation de crédits d'investissement du projet SIEP pour 97k€ et 107k€ en CP. Cette situation s'explique par un glissement du calendrier de déploiement du projet sur 2024.

1.4-Tableau des recettes par origine (Tableau 3bis)

Ce tableau décrit l'ensemble des recettes encaissées au cours de l'année 2023 en les distinguant par nature et par origine. Elles sont analysées en regard des prévisions réalisées lors du dernier budget rectificatif 2023 et des niveaux d'exécution 2022.

Le montant total des recettes encaissées en 2023 s'élève à 41 550k€ pour une prévision de 45 691k€, soit une non-réalisation importante de - 4 101k€.

Plus en détail, le BR 2023 prévoyait une Subvention pour Charge de Service Public (SCSP) de 27 538k€. La **SCSP** s'est finalement établie à **28 008k€**, soit un écart constaté entre la prévision et le réalisé de +471k€. Cette situation s'explique par des dotations complémentaires perçues en décembre 2023 en compensation des dépenses d'énergie d'une part, pour 31k€, et d'autre part en compensation des mesures salariales Guerini pour 400k€.

Les encaissements des **droits d'inscription** sont en retrait de 165k€ par rapport aux prévisions budgétaires (budget de 1 432k€, exécution à hauteur de 1 267k€). Ce montant exécuté est sensiblement similaire à celui constaté au titre du Compte Financier 2022, arrêté à 1 249k€.

Concernant **la formation continue, les diplômes propres et la VAE**, l'exercice 2023 a généré 3 111k€ de recettes sur ce poste alors que la prévision avait été estimée à 4 331k€ soit un écart de -1 220k€.

Pour les recettes en formation continue hors apprentissage, les réalisations ont été inférieures aux prévisions, les recettes encaissées se portant à 1 008k€ pour une prévision de 1 275k€. Les produits relatifs aux formations sont de 963k€ pour une prévision de 1 129k€. Cette baisse des encaissements concerne dans une large mesure les Mastères Spécialisés, les recettes engendrées par les Diplômes d'Universités restent stables. S'agissant des projets et formations spécifiques, le prévisionnel s'élevait à 146k€, pour une exécution à hauteur de 352k€ dont 307k€ issus de financement public (dont le projet PCM) et 46k€ des recettes propres.

Enfin, concernant les recettes du CFA, elles enregistrent une baisse par rapport à la prévision estimée à 2 562k€. Elles s'élèvent en effet à 2 059k€, soit un écart de -503k€. S'il est constaté une baisse du nombre des apprentis à la rentrée 2023 pour la formation Ingénieur mécanique et matériaux, le nombre d'apprentis en masters spécialisé demeure en revanche stable. Enfin, à noter également qu'une partie des encaissements du premier acompte (320K€) a dû être décalée en 2024 pour donner suite à des problématiques de titrage.

En 2023, les recettes propres de l'UTT représentent un poids relatif de 18,43% (recettes propres appliquées sur le montant total des recettes). Ce ratio est en baisse par rapport à 2022 où il s'élevait à plus de 21%.

En dépit des difficultés liées à la collecte sur la plateforme Soltéa, la **taxe d'apprentissage** a été conforme aux prévisions, se portant à 620k€. Son niveau est toutefois en baisse par rapport à 2022, puisqu'elle s'élevait alors à 696k€. Selon les éléments collectés via la caisse des dépôts et consignation, une partie de la taxe 2023 n'a pas encore été affectée et sera perçue en 2024, permettant ainsi d'atteindre un montant cohérent avec l'exercice 2022.

Les **recettes issues de la valorisation** sont en fort retrait par rapport aux prévisions budgétaires : elles étaient estimées à 1 526k€ pour finalement atteindre 1 198k€. Il convient toutefois de préciser que ce montant recouvre les encaissements des dossiers achevés. Ainsi, le nombre de contrats en cours et de contrats signés en 2023 (26) constituent des indicateurs rassurants sur le niveau des recettes de valorisation attendus.

L'ensemble du poste **subventions** (Région, Union Européenne et autres) présente un niveau inférieur à celui voté lors du BR2023, les recettes sur ces postes ne se sont en effet pas traduites concrètement à hauteur de 2 536k€.

Il convient de mentionner la recette du GIP52 pour 2023 qui ne sera compensée qu'en 2024 pour 200k€. En effet, la signature prochaine de cette nouvelle convention, dont le début est envisagé au 1^{er} juillet 2023 jusqu'au 30/06/2027 pour un financement de 400k€ par année de contrat, permettrait de procéder à l'encaissement de 200k€ pour la période 01/07 au 31/12/23 et de constater le produit correspondant.

Les autres financements prévus sont liés à des opérations en cours et à venir, dans ce cas l'encaissement de la recette sera décalé dans le temps dès que la subvention sera notifiée. Si la subvention escomptée n'est pas attribuée les dépenses ne seront pas effectuées.

Il convient de modérer ce constat pour les financements CPER qui induisent un multi-financement et potentiellement, selon les capacités de l'UTT, un autofinancement d'investissement.

2 – EQUILIBRE FINANCIER

2.1 -Tableau d'équilibre financier (Tableau 4)

Le solde budgétaire est un solde intermédiaire de variation de trésorerie, il doit être envisagé à la lumière des éléments reportés sur ce tableau d'équilibre financier et notamment l'impact des opérations non budgétaires. Ces opérations pour compte de tiers viennent atténuer l'impact du solde budgétaire déficitaire (3 942k€). Il convient ainsi de lui additionner les opérations pour compte de tiers (cf tableau des opérations pour compte de tiers) et les montants encaissés non encore rapprochés des titres de recette, ce qui a conduit à un prélèvement sur la trésorerie fléchée de 670k€ et un abondement sur la trésorerie globalisée de 2 465k€.

A noter que le montant assez élevé des opérations non budgétaires pour compte de tiers est en lien direct avec le projet EUT+.

La part du solde budgétaire dans la variation de trésorerie doit être pondérée par cet élément lié aux comptes de tiers, sans impact budgétaire.

2.2 - Tableau des opérations pour compte de tiers (Tableau 5)

Le niveau des encaissements se trouve beaucoup plus élevé que celui des décaissements à la clôture de l'exercice 2023, du fait des encaissements pour compte de tiers perçus fin 2023 dans le cadre de la phase 2 du projet EUT+ (ACCELERATE) et qui doivent faire l'objet de décaissements dans les mois à venir. Ces montants n'ont pas d'impact budgétaire, ils abondent uniquement « artificiellement » le niveau de la trésorerie.

3 – ANALYSE DE LA SOUTENABILITE

3.1 – Tableau de situation patrimoniale

Ce tableau décrit le niveau de charges et de produits réalisé en 2023 permettant ainsi de définir le niveau de la capacité d'auto-financement.

Le total des charges de 2023 s'élève à 46 518k€. Il est en forte progression par rapport à 2022 (+1 251k€). Cette évolution est principalement due à une forte progression des charges de personnel, alors que le niveau des charges de fonctionnement reste globalement constant.

Concernant les produits, si la dotation de l'Etat augmente, il est en revanche constaté une baisse des subventions et des recettes propres. Le total des produits est de 45 050k€ soit -218k€ par rapport au compte financier 2022.

Le résultat patrimonial est donc déficitaire à hauteur de 1 468k€

Le niveau de la capacité d'autofinancement régresse par rapport à 2022 et se porte au 31/12/2023 à -386k€. Cette insuffisance d'auto-financement (IAF) ne permet pas de financer les investissements de l'UTT. Les dépenses d'investissement de l'exercice 2023 étant inférieures aux recettes d'investissement additionnées à la CAF, cela génère un prélèvement sur le fonds de roulement de 1 526k€.

La situation patrimoniale de cet exercice 2023 présente une baisse du fonds de roulement qui se porte désormais à 6 867k€. Il représente désormais 57 jours de charges décaissables, restant ainsi encore au-delà des seuils prudentiels.

3.2 – Tableau de trésorerie

La trésorerie (11 120k€) est en hausse de 1 795k€ sur l'exercice 2023 rapportée à fin 2022. Cette situation est toutefois exceptionnelle et « artificielle ». En effet, comme évoqué supra, l'UTT a perçu une somme importante fin 2023 au titre de la phase 2 du projet EUT+ qui a débuté en novembre 2023. Ces sommes qu'il conviendra de reverser aux partenaires de l'Alliance EUT+ (4 608k€ pour les 8 partenaires), sont clairement identifiées et enregistrées en « opérations pour comptes de tiers ».

Sans ces fonds, la trésorerie afficherait un niveau estimable à 6 512k€, ce qui permettrait de couvrir 55 jours de charges décaissables. Elle se situait à 9 325k€ en 2022.

3.3 - Tableau des recettes fléchées (tableau 8)

Ce tableau qui retrace l'évolution des différentes opérations fléchées permet à l'horizon 2027 d'apprécier l'équilibre de ces opérations et leur impact en termes de trésorerie.

Les flux des opérations fléchées doivent être rigoureusement identifiés et suivis. Ils ont en effet un impact sur l'analyse de la trésorerie fléchée et globalisée de chaque année par leur décalage encaissements/décaissements. Les soldes déficitaires sont temporaires et résultent du décalage entre les encaissements et les décaissements

Les soldes budgétaires résultant de chacune des années aboutissent à un solde excédentaire en 2027 de 1 837k€.

3.4 – Tableaux des opérations pluriannuelles

Le niveau des restes à payer engendré par des opérations pluriannuelles est évalué à 897k€ au 31/12/2023 (tableau 9). Le solde total des restes à payer est quant à lui déterminé par le Tableau de Synthèse Comptable et Budgétaire (TSBC) et s'élève à 1 696k€ avec une variation annuelle de -1 220k€. Ce montant des Restes à payer qui est un indicateur de la soutenabilité pluriannuelle doit impérativement être fiabilisé pour pouvoir donner une indication utile de cette soutenabilité.

CONCLUSION

Un résultat déficitaire à la clôture de l'exercice 2023 avait été anticipé au budget initial puis rectificatif 2023. Ces prévisions s'inscrivaient en lien avec l'autorisation ministérielle expresse relative au surcoût des énergies (comparé aux exercices 2019 ou 2021) et à l'impact des mesures salariales Guerini non compensées. Cela se traduit pour l'UTT de la manière suivante :

Concernant le surcoût énergétique, le niveau des dépenses de fluide 2019 s'élevait à 654k€ et en 2021 à 734k€. L'autorisation de prélèvement sur le fonds de roulement à ce titre, au regard montant atteint en 2023 (1 247k€), est donc :

- Si l'on envisage 2019 comme année de référence, l'autorisation de prélèvement sur le fonds de roulement est de 593k€
- Si l'on envisage 2021 comme année de référence, l'autorisation de prélèvement sur le fonds de roulement est de 513k€

Le montant non compensé **des mesures Guerini** s'élève quant à lui à 296k€. En complément, la revalorisation du point d'indice au 01/07/2022 a eu son impact en année pleine, sur 2023, pour un volume de 410k€. A noter que les indicateurs du niveau de rigidité du budget sont acceptables. En effet, le poids relatif des dépenses de personnel est de 74% (CP personnel/total CP). Ce taux était de 71% en 2022.

Le résultat déficitaire 2023 s'explique donc en partie (67%) par l'impact de ces deux postes.

D'autres facteurs internes peuvent également être mis en perspective comme la baisse des ressources propres ou des subventions notamment. Ces facteurs structurels doivent naturellement conduire l'UTT à renforcer sa capacité de pilotage, à faire évoluer son modèle économique, ses procédures et son organisation, afin de garantir une soutenabilité pluriannuelle financière à l'établissement dans le cadre de ses projets stratégiques et une trajectoire de développement pérenne. Des actions pour la maîtrise des dépenses sont envisagées par exemple concernant la masse salariale dès 2024, mais également vis-à-vis des dépenses de mobilité en lien avec la démarche DD&RS.

Enfin, il convient de rappeler l'impact très fort de la sous dotation nationale de l'UTT au regard des autres membres du groupe UT, évaluée à près de 4M€ annuels, cumulée sur une dizaine d'années. Si l'établissement a réussi jusqu'alors à maintenir son équilibre financier, cette sous dotation, pénalisante pour l'UTT, reste un sujet prégnant, au-delà des actions correctrices internes qu'il convient d'engager pour garantir la soutenabilité projetée du budget. L'UTT revendique, à cet égard, légitimement un rebasage équivalent aux autres écoles comparables lui permettant d'assumer pleinement sa charge de mission de service public délégué mais plus encore de formation des futurs ingénieurs indispensables aux enjeux majeurs et massifs de l'accompagnement de la réindustrialisation et des enjeux de transition climatique de la France.